

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Antenne de Bayonne  
6, allées marines  
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CAUP**

780 Av. des Petites Landes  
40 120 Pouydesseaux

Références : DREAL/UBD40-64/D2026  
Code AIOT : 0005209436

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement CAUP implanté Lieu-dit Françoun 40 400 Gouts. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle.

Elle fait suite également à une plainte transmise par courriel auprès de l'Inspection des installations classées le 28 janvier 2026 par une riveraine du site d'extraction situé au lieu-dit Françoun, autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 avril 2016 au profit de la CAUP.

La plainte porte en particulier sur :

- une activité de tri / criblage qui serait exercée sur le site bien que non autorisée ;
- une gêne occasionnée par une végétation trop abondante de type ronciers au niveau des clôtures, en particulier sur la partie côté Adour et devant certaines maisons situées le long de la route de Leborde ;

- l'entretien et l'usage du chemin d'accès à son habitation qui a été déplacé conformément à l'arrêté préfectoral susvisé ;
- la dégradation de l'état de la route de Leborde et la présence d'eau stagnante lors d'épisodes de fortes pluies notamment au niveau du virage qui permet d'accéder au site ;
- la présence de dépôt de poussière sur la voie publique en sortie du site et de l'absence d'un système d'arrosage pour en limiter l'impact.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAUP
- Lieu-dit Françoun 40400 Gouts
- Code AIOT : 0005209436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Société Nouvelle des Gravières de Gouts est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral n°2016-9 du 7 janvier 2016 rectifié par l'arrêté préfectoral n°2016-164 du 22 avril 2016 et complété par l'arrêté préfectoral n°2021-593 du 21 septembre 2021, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers en fouille partiellement noyée sur le territoire de la commune de Gouts (40400). La surface autorisée est de 249 494 m<sup>2</sup>, avec une surface exploitable pour l'extraction des matériaux de 183 000 m<sup>2</sup>.

La production maximale autorisée de 300 000 tonnes par an.

Cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans et arrivera à échéance le 7 janvier 2031.

L'arrêté préfectoral DCPAT-BAE n°2025-411 du 8 juillet 2025 acte le changement de dénomination sociale au profit de la société CAUP.

Un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation de la gravière de Françoun a été déposé par l'exploitant le 28 janvier 2026 pour acter le changement de destination des matériaux extraits sur le site vers les installations de traitement de Souprosse en lieu et place des installations de traitement de « l'Amaniou » à Gouts dont la cessation d'activités a été notifié le 20 décembre 2024 par l'exploitant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Clôture et accès	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 6.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Cote minimale d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 5.3 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention vis-à-vis des crues	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 5.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 8.3.3 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Mesure de retombées poussières	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 8.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 14.3 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Entretien des abords du site	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 2.4 et 8.1	Demande d'action corrective	1 mois
14	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 1.1 (partiel)	Sans objet
8	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 10.1.4	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet
12	Déplacement du chemin privé	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.3.1	Sans objet
13	Aménagement du chemin de Leborde	Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.3.2 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des non-conformités constatées le jour de la visite, l'Inspection des Installations Classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions suivantes :

- Le seuil de remplissage tel que prévu au dossier de demande d'autorisation et qui constitue une mesure de protection contre le risque d'érosion des berges en cas de crue de l'Adour doit être réalisé (article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2016) ;
- le plan d'exploitation doit être mis à jour annuellement (article 7 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2016) ;
- le bilan annuel des mesures des retombées de poussières doit être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante (article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2016) ;
- un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle des garanties financières pour une nouvelle période doit être transmis au moins 6 mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours de validité (article 14.3 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2016).

L'inspection demande également à l'exploitant :

- de rajouter des panonceaux signalant le caractère potentiellement dangereux (risques de noyade) des plans d'eau ;
- de transmettre à l'inspection les résultats des analyses des eaux souterraines en période de basses eaux pour l'année 2025.

Pour ce qui concerne le traitement de la plainte adressée à l'inspection par courriel le 28 janvier 2026, l'inspection constate le jour de la visite qu'aucune activité autre que celle encadrée par

l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est exercée. Aucun crible mobile n'était présent sur le site.

L'exploitant doit néanmoins procéder à un débroussaillage le long des clôtures qui ceinturent le site et s'assurer de l'entretien régulier de ses installations. Il doit procéder régulièrement au nettoyage et à l'entretien de la piste goudronnée en sortie de site. Toutes les dispositions nécessaires doivent être prises afin que les véhicules sortants du site ne soient pas à l'origine de dépôts sur la voirie publique.

Concernant le chemin d'accès qui mène à l'habitation de la plaignante, l'inspection constate que ce chemin n'est pas dans l'emprise des installations contrôlées. Sur ce point ainsi que sur l'état de la route de Leborde qui n'est plus empruntée par les camions de l'exploitant contrôlé, l'inspection invite les différentes parties à se rapprocher du maire de Gouts afin de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties. L'inspection invite également la plaignante à se rapprocher de l'exploitant et notamment lors des Commissions locales de Concertation (CLC) qu'il organise afin d'y exposer ses différents griefs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 1.1 (partiel)				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :				
N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Seuil de la rubrique	Régime (AS, A-SB, A, D, NC)
2510-1	Exploitation de carrières	Superficie totale : 249 494 m <sup>2</sup> Quantité de matériaux à extraire : 1,06 M m <sup>3</sup> , soit 2,12 Mt Production moyenne annuelle : 200 000 t Production maximale annuelle : 300 000 t	/	A
<b>Constats :</b> Un plaignant déclare par courriel adressé à l'inspection le 28 janvier 2026 que l'exploitant exercerait une activité de tri / criblage sur le site, bien qu'il n'y soit pas autorisé. Le plaignant joint au courriel une photo d'un crible mobile présent sur le site. L'inspection constate le jour de la visite qu'aucune activité autre que celle encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé n'est exercée. Aucun crible mobile n'est présent sur le site. L'exploitant déclare que cette installation mobile a été stationnée au maximum 2 j sur le site sans toutefois avoir été mise en fonctionnement dans l'attente d'une future utilisation sur d'autres sites du groupe. L'inspection rappelle à l'exploitant que conformément à l'article 1.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30/06/1997, toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Vu les déclarations faites par l'exploitant sur l'application GEREPE les trois dernières années, l'inspection constate que la production annuelle est inférieure à la production maximale annuelle autorisée.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 2 : Clôture et accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès et sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. La clôture sera de type fusible, constituée de 3 fils posés sur des piquets en bois espacés de 3 m, afin de permettre un libre écoulement des eaux en cas de crue. Elle pourra être de type grillage pour les limites de site orientées est-ouest, parallèles au sens d'écoulement des eaux de crue, hormis au niveau du seuil de remplissage défini à l'article 5.6.2, où elle devra être de type fusible. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées. Les plans d'eau présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).
<b>Constats :</b> L'inspection constate la présence d'un portail empêchant l'accès à la carrière en dehors des heures ouvrées, d'une clôture ceinturant le site et de panneaux rappelant que l'accès au site est interdit. L'inspection demande à l'exploitant de rajouter des panonceaux signalant le caractère potentiellement dangereux (risques de noyade) des plans d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Cote minimale d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 5.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 11,5 m NGF, correspondant à l'atteinte du substratum marneux.
<b>Constats :</b> Lors de la dernière visite d'inspection en 2023, l'inspection avait constaté le respect de la cote minimale d'exploitation autorisée : la cote minimale de l'extraction relevée sur le plan topographique daté du 13/10/2023 est égale à 11,90 m NGF. L'exploitant a depuis extrait des matériaux en 2024 et 2025. Le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour depuis le 13/10/2023. Aussi, en l'absence du plan d'exploitation actualisé, l'exploitant ne peut justifier que la cote minimale d'exploitation autorisée est toujours respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit justifier du respect de la cote minimale d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Prévention vis-à-vis des crues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 5.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des crues
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En complément des mesures prévues aux articles 5.5 et 6.1, l'exploitant devra créer, dès que l'extraction des matériaux le permettra, un seuil de remplissage en enrochements, à l'est de l'habitation Françoun, d'une largeur de 50 m et calé à la cote 18,10 m NGF. Les berges de part et d'autre de ce seuil devront être rehaussées à la cote 18,4 m NGF. Les enrochements du seuil seront recouverts de terre et d'une géogrille plantée par des espèces végétales développant un fort système racinaire.</p> <p>Ce seuil devra faire l'objet d'une vérification et d'un entretien après toute crue débordante.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le seuil de remplissage tel que prévu en page 117 du dossier de la demande initiale (et représenté sur le plan d'ensemble de la page 112) n'est pas effectif. Cet état de fait a déjà été constaté par l'inspection lors de la dernière visite du 04/10/2023.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que la réalisation de cet ouvrage constitue une mesure de protection contre le risque d'érosion des berges en cas de crue de l'Adour et qu'elle figure au dossier de demande d'autorisation, dans l'étude d'impact à l'article IV-5-1 ainsi que dans l'étude réalisée par le bureau d'études spécialisé SOGREAH datée de juin 2009 qui préconise sa réalisation dans ces propositions d'aménagement.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit réaliser un seuil de remplissage tel que prévu à son dossier de demande d'autorisation et à l'article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral susvisé. Il doit à ce titre transmettre rapidement un planning de réalisation de l'ouvrage avec un objectif de fin de travaux avant fin 2026.</p> <p>Afin d'affiner le plan de principe réalisé par le bureau d'études spécialisé SOGREAH inclus au dossier de demande d'autorisation, l'exploitant doit à minima disposer :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un relevé topographique à jour de toute la bande parallèle à l'Adour, si besoin par un relevé au Lidar ;</li><li>• d'une connaissance par sondages géotechniques de toute la zone d'implantation de l'ouvrage et des abords permettant d'assurer la tenue de la berge de part et d'autre de l'ouvrage.</li></ul> <p>La conception de l'ouvrage devra être validée par une mission de type G2 AVP prenant en compte les différentes études et contraintes du site. Le seuil de remplissage devra faire ensuite l'objet d'une réception permettant d'assurer la conformité de l'ouvrage dans l'exécution des travaux et dans les exigences de l'étude hydraulique. À ce titre, la réalisation de missions de type G3 et G4 doivent permettre de valider les travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 mètres,</li><li>– les bords de fouille,</li><li>– les courbes de niveau ou les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),</li><li>– les relevés bathymétriques,</li><li>– les zones en cours d'exploitation,</li><li>– les zones déjà exploitées non remises en état,</li><li>– les zones remises en état,</li><li>– la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés aux articles 5.6 et 6.2 ci-dessus, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales,</li><li>– les bornes visées à l'article 3.2,</li><li>– les pistes et voies de circulation,</li><li>– les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li><li>– les zones de remblayage,</li><li>– les installations fixes de toute nature.</li></ul> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Vu le dernier plan d'exploitation transmis par l'exploitant, l'inspection constate que le plan d'exploitation n'a pas été mis à jour depuis le 13/10/2023.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre le plan d'exploitation mis à jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 8.3.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant maintient en place un réseau de 4 piézomètres positionnés conformément au plan figurant en annexe I du présent arrêté.</p> <p>Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.</p> <p>L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à une campagne annuelle de prélèvements et d'analyses en période de hautes eaux et de basses eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, DCO, DBO, conductivité et hydrocarbures totaux.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.</p> <p>Le niveau piézométrique doit être relevé tous les 2 mois.</p> <p>Les résultats d'analyses commentés doivent être transmis à l'inspecteur de l'environnement dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant, accompagné d'un bilan annuel des mesures de niveau piézométrique. Toute anomalie lui est signalée sans délai [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis les résultats d'analyse de la surveillance 2025 des eaux souterraines menées sur des prélèvements effectués au mois d'avril 2025 (période de hautes eaux). Les analyses portent sur les 4 piézomètres présents dans le périmètre de l'exploitation. L'ensemble des paramètres analysés montrent des résultats conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Les résultats des analyses qui doivent être menées en période de basses eaux pour l'année 2025 n'ont pas été transmises à l'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats des analyses en période de basses eaux pour l'année 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 7 : Mesure de retombées poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un réseau de suivi des retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>Les stations de mesure des retombées de poussières sont implantées selon le plan schématique joint en annexe au présent arrêté.</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre à ces exigences.</p> <p>Deux campagnes de mesure des retombées de poussières, d'une durée de 30 jours chacune, seront réalisées chaque année sur la période regroupant les mois de juin, juillet, août et septembre.</p> <p>Hormis pour l'échantillonneur témoin permettant de déterminer les retombées atmosphériques liées au bruit de fond local, l'objectif à atteindre est de rester inférieur ou égal à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle pour chacune des autres jauges.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les résultats des analyses des deux campagnes de mesure des retombées de poussières pour l'année 2024 ainsi que les résultats de la première campagne de mesure pour l'année 2025 ont été transmis à l'inspection.</p> <p>Le bilan annuel des mesures pour l'année 2024 n'a pas été transmis à l'inspection.</p> <p>L'inspection ne peut constater si l'objectif de rester inférieur ou égal à 500 mg/m<sup>2</sup>/jour de retombées de poussières en moyenne annuelle pour chacune des jauges a été atteint pour l'année 2024.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre le bilan annuel des mesures réalisées pour l'année 2024 conformément à l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ce bilan doit être systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Ce rappel concerne également la transmission des résultats du suivi de l'année 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Contrôle des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 10.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant le démarrage de l'exploitation et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection de l'environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Elle doit avoir lieu à proximité des points B1 à B5 matérialisés en annexe I du présent arrêté. Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement dans le mois suivant leur réalisation. Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.
<b>Constats :</b> Des mesures de contrôle des niveaux sonores ont été réalisés le 22 octobre 2024. Les résultats du contrôle ne présentent pas de non-conformités à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 14.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des garanties financières jusqu'au 22 avril 2026. le nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période n'a pas été transmis par l'exploitant. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de transmettre au préfet un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période au moins 6 mois avant la date d'échéance des garanties financières en cours de validité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre au préfet un nouveau document attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour la nouvelle période.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGDE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>• le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li><li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li><li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li><li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction mis à jour le 3 février 2026 a été transmis à l'inspection et comporte l'ensemble des éléments prescrits à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel susvisé.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit être révisé tous les cinq ans ou en cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Entretien des abords du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 2.4 et 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.4 : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence [...] Article 8.1 Dispositions générales : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel [...]
<b>Constats :</b> Un riverain s'est plaint par courriel adressé à l'inspection le 28 janvier 2026 d'une gêne occasionnée par une végétation trop abondante de type ronciers au niveau des clôtures en particulier sur la partie côté Adour et devant certaines maisons situées le long de la route de Leborde. L'inspection a constaté le jour de la visite la présence de ronciers à divers endroits le long de la clôture notamment devant certaines maisons situées le long de la route de Leborde.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit procéder à un débroussaillage le long des clôtures qui ceinturent le site et s'assurer de l'entretien régulier de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Déplacement du chemin privé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Déplacement du chemin privé menant à l'habitation de Françoun : Le chemin privé traversant les parcelles d'extraction devra être déplacé à l'extérieur du site, à l'ouest de celui-ci. Il devra être rehaussé à une hauteur minimale de 18,4 m NGF.
<b>Constats :</b> Un riverain s'est interrogé par courriel adressé à l'inspection le 28 janvier 2026 de l'entretien et de l'usage du chemin d'accès à son habitation qui a été déplacé conformément à l'arrêté préfectoral susvisé. L'inspection constate le jour de la visite que le nouveau chemin d'accès à cette habitation d'une largeur d'environ 2m50 a bien été créé et qu'il se trouve désormais en dehors du périmètre ICPE des installations de l'exploitant. Le périmètre des installations est clôturé par une clôture de type fusible, constituée de 3 fils posés sur des piquets en bois sur laquelle des panneaux « propriété privée, accès interdit » sont présents à intervalle régulier. L'inspection invite le plaignant à se rapprocher de la mairie de Gouts et des exploitants des terres agricoles contiguës pour déterminer les usages de ce chemin ainsi que les conditions d'entretien de ce dernier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Aménagement du chemin de Leborde**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.3.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les travaux d'entretien de cette voie sont à la charge de l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation du site d'extraction.
<b>Constats :</b> L'inspection a été alertée par courriel le 28 janvier 2026 du mauvais état de la route de Leborde et de la présence d'eau stagnante lors d'épisodes de fortes pluies notamment au niveau du virage qui permet d'accéder au site. L'inspection n'a pas constaté le jour de la visite la présence d'eau stagnante sur la route de Leborde malgré les fortes pluies des jours précédents. L'exploitant déclare que suite à la cessation d'activités de ses installations de traitement de « l'Amaniou » à Gouts, notifiée le 20 décembre 2024, les matériaux extraits sont acheminés vers les installations de traitement de Souprosse depuis le mois de mai 2025 et que la route de Leborde n'est plus empruntée par ses camions. L'exploitant déclare que cette route est à l'inverse toujours empruntée par des camions d'autres entreprises ainsi que par des engins agricoles. L'inspection invite toutefois l'exploitant à se rapprocher de la mairie de Gouts afin de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties du fait de l'usage antérieur de la route par ses camions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Accès à la voirie publique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2016, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les véhicules sortants du site ne doivent pas être à l'origine de dépôts sur la voirie publique. Toutes les dispositions doivent être prises par l'exploitant pour éliminer les dépôts éventuels.</p> <p>À cette fin, une piste goudronnée est aménagée en parallèle du chemin du Pont de l'Heste, sur une longueur d'environ 100 m, suivant le plan figurant en annexe du présent arrêté. Si cette disposition ne s'avère pas suffisante, un système de lavage des roues devra être mis en place.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a été alertée par courriel le 28 janvier 2026 du fait de la présence de dépôt de poussière sur la voie publique en sortie du site et de l'absence d'un système d'arrosage pour en limiter l'impact.</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite la présence de poussières et de gravillons sur la piste goudronnée à proximité immédiate de la sortie du site susceptible d'occasionner des dépôts sur la voirie publique.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit procéder régulièrement au nettoyage et à l'entretien de la piste goudronnée. Il doit notamment s'assurer en prenant toutes les dispositions nécessaires que les véhicules sortants ne soient pas à l'origine de dépôts sur la voirie publique.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un système de lavage des roues devra être mis en place dans le cas où les dispositions prises ne s'avèreraient pas suffisantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours